

**I**  
**PACELLI**



## 1

# Un pape de crise

« Enfin, le vieil entêté est mort ! » soupire Mussolini devant son gendre le comte Ciano à l'annonce de la mort du pape Pie XI. Dans son *Journal politique*, Ciano témoigne de l'indifférence que lui inspire le prochain conclave, chargé de désigner le successeur du pape Ratti : « Le conclave ne l'intéresse pas le moins du monde. Si le nouveau pape est italien, tant mieux. S'il est étranger, mieux encore<sup>1</sup>. »

Bien entendu, tant Mussolini que Hitler, qui se préparent à la guerre en Europe, feignent l'indifférence, mais ils suivent en réalité de près ce qui se trame au Vatican. Le chef d'État fasciste est bien placé pour cela... Les services d'espionnage italiens sont depuis longtemps en pointe dans la surveillance du Vatican<sup>2</sup>. Cela passe par la surveillance du courrier, qui transite par les postes italiennes. La police italienne a également mis sur écoute les lignes qui courent le long des murs du Vatican et les lignes privées des prélats et hauts fonctionnaires résidant à Rome. Pendant la négociation des accords du Latran en 1929, cela a permis à Mussolini de voir dans le jeu de son interlocuteur et de savoir quelles propositions étaient acceptables pour le pape. Cette surveillance, assez efficace, se double d'un recrutement permanent d'agents : des petits fonctionnaires de l'administration vaticane, des journalistes et aristocrates affairistes désireux de compléter leurs revenus « au noir ».

Beaucoup d'informateurs sont cependant peu fiables ou peu productifs. Ainsi l'« agent 96 », monsignore Enrico Pucci, est une sorte de porte-parole officieux du Saint-Siège. Il publie un bulletin régulier

---

1. Cité par Pierre Milza in *Pie XII*, Fayard, 2014.

2. David Alvarez, *Espionnage au Vatican*, *op. cit.*

sur les activités du Vatican et pige pour divers journaux comme « expert » des questions vaticanes. On le voit traîner dans les bureaux de la secrétairerie d'État, avec les gardes suisses, dans les cafés... pour des résultats incertains. Il a été recruté en 1927 par la police italienne, qu'il alimente en potins sur la santé du pape, rumeurs de la secrétairerie d'État, etc. Il communique directement ses rapports les plus importants au bureau de Mussolini... et se fait un surcroît d'argent de poche en revendant ses informations à plusieurs ambassades étrangères! Sans doute protégé par un « monsignore » (car au Vatican chacun se doit d'être l'affidé d'une éminence), Pucci restera en activité après la guerre...

Un autre informateur, laïc cette fois, travaille au service du chiffre: Stanislas Caterini a fourni à l'OVRA, la police politique fasciste<sup>1</sup>, des informations sur les codes secrets du Saint-Siège. Il a été démasqué et congédié en 1931. La majeure partie des gendarmes du pape sont en fait recrutés dans les services de police italiens et conservent des contacts fréquents avec leurs anciens collègues, ne serait-ce que pour organiser la protection du pontife lors de ses déplacements. Il est donc facile d'infiltrer ce service de la gendarmerie. En 1939, le commandement de la gendarmerie papale est attribué à Nicolas Canoli, un agent de l'OVRA. Il retrouve un vieux camarade, Giovanni Fazio, directeur de la section spéciale de la gendarmerie. Ce militant fasciste gère une petite unité en civil de la gendarmerie italienne mise à la disposition du Vatican. Mais il manque de discrétion, ce qui est un péché mortel chez les espions. Démasqué, il sera congédié en 1942.

La gendarmerie est donc pendant la guerre en situation de surveiller de l'intérieur les faits et gestes des délégations diplomatiques retranchées dans la Cité du Vatican. La plupart des diplomates sont logés dans le même foyer. Les gendarmes pontificaux y laissent pénétrer discrètement des hommes de l'OVRA que des domestiques corrompus emmènent dans les bureaux déserts de diplomates. Là,

---

1. Les historiens ont beaucoup varié dans l'interprétation de l'acronyme: il semble qu'il a été inventé par Mussolini comme un dérivé de *piovra* (pieuvre).

ils peuvent ouvrir leurs coffres-forts et photographier documents et livres de codes.

L'homme qui coordonne l'espionnage italien au Vatican et parle à l'oreille de Mussolini se nomme Arturo Bocchini. Il a été nommé en 1933 patron de l'OVRA et de l'ensemble des services secrets. Cela en fait l'un des hommes les plus puissants du régime fasciste. C'est l'homologue italien de Himmler, qui aurait pris exemple sur son travail pour organiser la Gestapo. Mais ses biographes actuels le créditent d'une certaine dose d'humanité, qui aurait permis d'adoucir des mesures imposées par les Allemands<sup>1</sup>. Il meurt à la fin 1940. Karl Wolff, général adjoint de Himmler, et Reinhard Heydrich assistent aux obsèques.

Toutefois, il ne faut pas surestimer le niveau de pénétration du Vatican. La secrétairerie d'État est une organisation horizontale avec peu de niveaux hiérarchiques. On y cultive le goût du secret, même entre bureaux. Les dépêches et rapports arrivent vite entre les mains des deux secrétaires adjoints, Tardini (affaires étrangères) et Montini (affaires ordinaires). Les deux lisent tout et rédigent les réponses si nécessaire. Le secrétaire d'État Maglione se charge en personne des dossiers les plus sensibles. Après sa mort en août 1944, Pie XII choisira de ne pas le remplacer. Le nombre de personnes qui manipulent les documents les plus sensibles est donc très réduit.

En sens inverse, le Vatican dispose d'une source précieuse au sein du pouvoir fasciste. Francesco Babuscio Rizzo est « conseiller de l'ambassade d'Italie auprès du Saint-Siège ». C'est un ami de Tardini ; il transmet à la secrétairerie d'État des documents en principe réservés au ministère des Affaires étrangères. L'administration du Vatican se garde bien d'en indiquer la provenance pour ne pas trahir sa source. On ne sait pas s'il agit de son propre chef ou sur ordre de son supérieur. En tout cas, ces fuites se font sans l'aval du ministre.

---

1. Pietro Zerella, *Arturo Bocchini e il mito della sicurezza (1926-1940)*, Benevento, 2002. Sur l'OVRA : Mauro Canali, *Le spie del regime*, Il Mulino, 2004.

Outre son propre réseau diplomatique, la secrétairerie reçoit aussi des informations du personnel diplomatique présent au Vatican. Elle n'a pas de service du courrier en propre. Après l'entrée en guerre de l'Italie, le pape accepte l'offre du ministère suisse des Affaires étrangères d'inclure la correspondance diplomatique du Vatican dans sa propre valise diplomatique. La secrétairerie utilisera aussi un peu plus tard les services britanniques (pour la correspondance à destination de l'empire) et ceux des Américains (on sait aujourd'hui que le FBI en profitera pour prendre copie des messages). Les Italiens, eux, continuent d'ouvrir la correspondance dès qu'ils en ont l'occasion. Cependant les codes chiffrés du Vatican (renforcés en 1940) résistent mieux que d'autres.

Les Allemands sont moins bien placés pour suivre ce qui se passe au Vatican et s'informer sur le conclave. Un informateur du SD (Sicherheitsdienst), le service de sécurité du Reichsführer-SS Taras Borodajkewycz, est bien dépêché sur place pour suivre les événements, mais il ne fournit aucune information valable. Les Allemands, moins familiers du folklore romain, ont du mal à estimer la valeur des sources potentielles. Un escroc propose ainsi à l'ambassade d'acheter l'élection d'un candidat proallemand moyennant 3 millions de marks (!). Hitler refuse...

Le 1<sup>er</sup> mars 1939, 62 cardinaux se réunissent à l'abri des oreilles indiscretes pour un conclave qui sera le plus rapide de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle : seuls trois tours de scrutin seront nécessaires. Secrétaire d'État et camerlingue (celui qui gouverne pendant l'inter-règne), Eugenio Pacelli fait d'emblée partie des favoris. Preuve de ses qualités de diplomate, il ne suscite guère d'opposition frontale parmi les grandes puissances européennes. Il est italien et germanophone, a mis en place des concordats en Italie et en Allemagne, et s'est toujours abstenu de condamner les régimes fasciste et nazi. Voilà de quoi encourager les puissances de l'Axe. C'est un anticommuniste notoire, très apprécié du précédent pape, qui ne dissimule pas aux Français et aux Britanniques les critiques que lui inspirent les dictatures. Il est

donc soutenu par le Quai d'Orsay et le Foreign Office. Bref, chacun voit en lui ce qu'il a envie de voir. Au sein de l'Église, le positionnement de Pacelli est tout aussi fédérateur, d'autant qu'il promet de prendre comme secrétaire d'État son concurrent le plus sérieux, le cardinal Maglione. Pour comprendre un tel triomphe, il est nécessaire de revenir sur un parcours quasi sans faute...

### **Un brillant sujet très protégé**

La carrière ecclésiastique d'Eugenio Pacelli, né en 1876, a débuté sous les meilleurs auspices possible. La famille Pacelli est identifiée à la « noblesse noire », l'aristocratie catholique romaine de tendance contre-révolutionnaire. Marcantonio Pacelli, le grand-père d'Eugenio, était un juriste laïc de la papauté, diplômé en droit canonique, qui fut nommé à l'instigation de Pie IX sous-secrétaire d'État au ministère de l'Intérieur. À ce poste, il mena avec succès la traque des révolutionnaires italiens, ce qui lui valut d'être anobli. Il fut également un des fondateurs du quotidien du Vatican *L'Osservatore Romano*.

Cousin du jeune Eugenio, Ernesto Pacelli était de son côté le conseiller financier du pape Léon XIII. Il avait fondé en 1880, avec d'autres membres de la noblesse catholique, la Banco di Roma dont il assura la présidence jusqu'au début de la guerre. Ami de plusieurs ministres italiens, Ernesto contribua à réduire les tensions entre le Vatican et le gouvernement italien. Il convainquit aussi le pape d'entrer au capital de plusieurs banques régionales, en dépit de sa répugnance envers la finance, pour permettre aux catholiques d'avoir des lieux de confiance où placer leur argent. En 1913, les dividendes reçus de Banco di Roma représentaient la moitié des recettes du Vatican. Ce financier de l'ombre eut un rôle-clé pour aider l'Église à récupérer une partie des biens dont elle avait été spoliée lors de la perte des États pontificaux et pour négocier les accords du Latran en 1929. Toutefois son influence devait par la suite décliner. Ses trois fils allaient à leur tour jouer un rôle discret mais de plus en plus

important dans les finances du Vatican sous le règne de leur oncle Pie XII.

Le jeune Eugenio a été formé au lycée, puis au séminaire du collège Capranica, point de passage obligé des futures éminences de la curie. Contre les usages, il fut autorisé à résider dans sa famille pour raisons de santé: signe que sa famille disposait d'amis puissants au Vatican. Il fut ordonné prêtre à 24 ans. En 1901, il entra comme apprenti dans une congrégation romaine, appuyé par de solides recommandations et fut bientôt placé à la secrétairerie d'État, chargé de décrypter des télégrammes chiffrés. Âgé d'à peine 25 ans, il fut envoyé à Londres auprès du nouveau roi Edouard VII pour présenter les condoléances du pape suite au décès de la reine Victoria. Dès 1903, il devint chef de bureau (*minutante*), chargé de rédiger des projets de dépêches pour la secrétairerie d'État. Il fut donc «élevé» et formé au cœur de la machine vaticane, là où se préparent les grandes décisions.

En 1906 il collabora avec Pietro Gasparri, en charge des affaires diplomatiques, notamment sur l'épineux dossier de séparation de l'Église et de l'État en France. Le Saint-Siège avait rompu les relations diplomatiques avec la France en 1904, mais maintenu à Paris un agent secret, Mgr Carlo Montagnini, «pour tout ce dont aura besoin le Saint-Siège». Il fut placé sous surveillance par la police française et expulsé en mesure de rétorsion suite à la publication d'une brochure antirépublicaine par un curé parisien. Ses archives saisies par la police furent dans la presse parisienne à l'instigation du ministre Clemenceau, ce qui déclencha un beau scandale.

Nommé secrétaire en 1914, Eugenio participa à la négociation du concordat avec la Serbie, son baptême du feu diplomatique. Son ascension professionnelle se fit dans une ambiance lourde: le Vatican était alors marqué par un antimodernisme radical qui se traduisait par un véritable espionnage du personnel ecclésiastique. Le pape disposait d'un prélat fanatique, voué à la cause de l'épuration: Mgr Umberto Benigni était officiellement secrétaire adjoint de la Congrégation



pour les affaires ecclésiastiques extraordinaires... mais en sous-main il dirigeait l'organisation secrète *Sodalitium Pianum* (parfois appelé la Sapinière). Parmi ses cibles, notons le jeune Mgr Roncalli, futur pape Jean XXIII, qui conservera une solide méfiance des réseaux d'espionnage du Vatican.

Si Pacelli traversa sans encombre cette nouvelle forme d'inquisition, c'est qu'il était jugé fiable et peu suspect de libéralisme<sup>1</sup>. Certains observateurs vont plus loin et se demandent si le jeune Pacelli n'a pas fait partie du *Sodalitium Pianum*. Les archives manquent pour trancher, mais la correspondance du responsable de ce réseau en Belgique<sup>2</sup> le laisse penser... Une telle hypothèse expliquerait en tout cas le goût manifesté ensuite par Pie XII pour l'intrigue et l'action secrète. Quoiqu'il en soit, après la mort de Pie X en 1914, l'ambiance changea avec le nouveau pape Benoît XV qui nomma comme secrétaire d'État le cardinal Gasparri, mentor de Pacelli. Benigni poursuivit ses activités à titre privé avant de se mettre au service de l'OVRA : pour autant, il ne semble pas qu'il ait fait beaucoup de dégâts pendant la guerre car la curie le tenait à l'écart.

Et Pacelli devint... le remplaçant du sulfureux Mgr Benigni ! Il négocia le virage en douceur et prit subtilement ses distances avec les ultraconservateurs, moins appréciés du nouveau pape.

Consécration de son parcours à la secrétairerie, Pacelli fut nommé au printemps 1917 nonce en Bavière, avec résidence à Munich<sup>3</sup>. Mince, le teint pâle, le port majestueux d'un prince de la Renaissance, il faisait forte impression à la bonne société allemande. Une chroniqueuse mondaine citée par Marie Levant le décrit ainsi : « De contenance ascétique, ses traits évoquent ceux d'un profil sculpté sur

---

1. Devenu pape, il fit d'ailleurs canoniser Pie X en 1953.

2. Cf. David Alvarez, *Espionnage au Vatican, op. cit.* Sur le *Sodalitium Pianum* et Mgr Benigni, voir Nina Valbousquet, *Catholique et antisémite. Le réseau de Mgr Benigni, 1918-1934*, CNRS éditions, 2020.

3. Sur cette période, la référence est Marie Levant, *Pacelli à Berlin. Le Vatican et l'Allemagne, de Weimar à Hitler (1919-1934)*, PUR, 2019.

un camée antique, et ce n'est que rarement que l'ombre d'un sourire fugace anime ce visage.»

Après la révolution spartakiste, il fut décidé d'ouvrir une nonciature à Berlin, en 1920, mais Pacelli resta à cheval sur les deux nonciatures jusqu'en 1925, le temps d'achever les négociations pour un concordat avec la Bavière. Le Saint-Siège fut la première puissance étrangère avec laquelle la jeune république allemande noua des relations diplomatiques. De ce fait, Pacelli devint malgré son jeune âge le doyen du corps diplomatique. Sa grande mission, après la répétition générale du concordat de Bavière, fut de négocier un nouveau statut pour l'Église catholique en Allemagne dans le contexte complexe de l'après-guerre.

Le Vatican jugeait sévèrement le sort réservé à l'Allemagne par ses vainqueurs de 1918. La diplomatie vaticane menée par Gasparri s'employait à alléger le montant des réparations infligées au vaincu (20 milliards de marks-or). Cette politique faisait de son représentant à Berlin un ami de l'Allemagne, d'autant que le Saint-Siège soutenait l'intégrité territoriale du Reich. En échange de son soutien, le Vatican espérait des avancées concrètes sur le statut et les avantages des institutions ecclésiastiques. Pacelli tenait à boucler avant toute chose les négociations bavaroises. Il faut dire que le catholicisme bavarois est plus traditionnel et majoritairement intégriste que dans le reste du pays.

En 1922 s'éteignit Benoît XV, et l'érudit cardinal Ratti lui succéda sous le nom de Pie XI, conservant Gasparri à son poste. En 1923, les troupes franco-belges occupèrent la Ruhr en représailles pour le non-versement des réparations de guerre. Elles y entretenirent des mouvements séparatistes. À Munich, Pacelli obtint en mars 1924 un accord très favorable à l'Église (liberté de nomination aux sièges épiscopaux, financement généreux de l'État à l'Église catholique, instruction religieuse obligatoire dans les écoles...). Il allait désormais s'installer à Berlin pour quatre années et obtenir un concordat avec la Prusse, ce qui lui vaudrait le chapeau de cardinal en 1929. Ces années munichoises ont donc été essentielles dans la trajectoire

du futur pape. C'est également à cette époque que cet homme au caractère méfiant a rencontré ceux qui vont constituer son premier cercle, admis à suivre les dossiers les plus sensibles.

### **Le cercle rapproché**

À Munich, Pacelli rencontre un homme qui va devenir son secrétaire et jouera un rôle-clé sous son pontificat. Bavarois de petite taille et asthmatique, le père jésuite Robert Leiber est d'abord le professeur d'allemand du nonce Pacelli avant de devenir l'un de ses plus proches conseillers. Ses attributions sont et resteront toujours floues : il ne figure pas dans l'organigramme officiel mais lit presque tout ce qui passe sur le bureau de son patron et le voit plusieurs fois par jour. Il ne se confie à personne. Félix Morlion, prêtre et agent de renseignement au service des Américains, décrira pendant la guerre le père Leiber comme l'homme des tâches secrètes dont les échecs peuvent être désavoués si nécessaire puisqu'il n'a aucune fonction officielle au Vatican. C'est sans doute par Leiber que Pacelli apprendra à connaître et apprécier le supérieur général des jésuites, Vladimir Ledóchowski, et à s'en faire un allié. Issu d'une famille aristocratique polonaise exilée par le tsar au XIX<sup>e</sup> siècle, Vladimir est le neveu d'un cardinal devenu préfet de la Congrégation pour la propagation de la foi. Lui-même a été élu supérieur général des jésuites en 1915. L'un de ses jésuites, envoyé en mission en Russie, le décrit ainsi : « C'était un homme petit et frêle au visage mince et ascétique, aux joues caves, au front dégagé et aux yeux les plus limpides que j'aie jamais vus. Il avait une manière de parler très décidée et presque abrupte, tout en étant fort aimable et excellent interlocuteur<sup>1</sup>. »

---

1. Walter J. Cizek, *L'espion du Vatican*, Salvator, 1968. Le très secret Ledóchowski attend toujours son biographe. Voir Philippe Chenaux, « Father Włodzimierz Ledóchowski (1866-1942): Driving Force behind Papal Anti-Communism during the Interwar Period », *Journal of Jesuit Studies*, n° 5, 2018.

C'est lui que Pie XI a chargé de mettre en place l'Institut pontifical oriental et le collège russophone Russicum. On y parle russe et on s'y habille comme les prêtres orthodoxes. Les futurs prêtres missionnaires y sont formés pour faire vivre la foi catholique entre la Baltique et la mer Noire, au péril de leur vie.

Conservateur et farouchement anticommuniste, Ledóchowski lancera en 1934 dans une lettre à tous les jésuites le signal d'une lutte sans merci contre l'athéisme moderne. On peut citer parmi ses agents l'Allemand Karl Stark, établi à Zurich, qui anime un réseau opérant en Allemagne et en France, ou encore le père français Joseph Ledit, qui s'est déjà rendu en URSS et tisse sa toile dans les pays de l'Est, avec un chef de réseau dans chaque pays. En France, le père jésuite Joseph Robinne répond à l'appel en créant l'office Unitas en septembre 1934. Quand Pacelli devient secrétaire d'État, il sait déjà que les jésuites sont l'une des forces sur lesquelles il peut compter.

C'est également à l'époque de la nonciature que Pacelli noue une amitié improbable avec une jeune religieuse allemande, la sœur Pascalina Lehnert, de dix-huit ans sa cadette. Il fait sa connaissance lors d'un séjour dans la maison de repos pour ecclésiastiques Stella Maris de Rorschach, dans les Alpes suisses, où elle travaille. Elle devient son intendante à la légation de Munich et le suivra jusqu'à sa mort. Il est exceptionnel que Pacelli ait pu la prendre à son service au regard des règles ecclésiastiques. Le code de droit canonique proclamé par Benoît XV enjoignait à tous les clercs d'éviter la cohabitation avec des femmes dont la présence risquait d'attiser les soupçons, et de leur préférer une personne de la famille ou une femme âgée de « mœurs vertueuses ». Le personnage de sœur Pascalina a fait couler beaucoup de salive et d'encre au sein de l'Église et encore plus au-dehors. Pourtant leur relation n'a semble-t-il jamais été scandaleuse : si cela avait été le cas, les ennemis de Pacelli puis les services secrets étrangers n'auraient pas manqué de la monter en épingle. En revanche, son caractère rugueux et son influence supposée sur « son » grand homme ne manqueront pas de faire fantasmer, jusqu'à lui

valoir à la fin de sa vie le surnom de « popessa<sup>1</sup> », largement exagéré. Si son témoignage doit toujours être confronté aux autres sources, il apporte parfois une fenêtre inédite sur l'intimité du futur pape.

C'est grâce à elle que l'on connaît les tragiques événements de 1919, qui ont contribué à façonner le caractère de Pacelli : en février, les foules communistes prennent Munich d'assaut et proclament la nouvelle république soviétique de Bavière. Presque tous les diplomates s'enfuient. Le personnel de la nonciature est évacué. Seuls demeurent Pacelli, Pascalina et Robert Leiber. En avril 1919, les bolcheviques prennent d'assaut le bâtiment. Les fenêtres volent en éclats sous le feu des balles. Alors que les assaillants défoncent la lourde porte d'entrée, Pacelli leur fait face du haut de l'escalier et sœur Pascalina se place à son côté. Malgré les invectives, ils tiennent tête à la foule hostile, qui cherche l'argent et la nourriture que le prélat est soupçonné de dissimuler. Le pouvoir communiste souhaiterait voir le nonce quitter la ville. Quelques jours plus tard, la Garde rouge en armes et uniforme suivie d'une foule déchaînée referra irruption dans la nonciature. Leurs exigences ? Ils sont venus saisir sa voiture ! Le nonce fait ouvrir le garage... mais la voiture refuse de démarrer. Nombre d'auteurs attribuent à ces événements l'origine du farouche anticommunisme de Pacelli. Quoi qu'il en soit, ils ont évidemment renforcé son prestige à Rome. La république ne durera pas longtemps. Le 3 mai, elle est renversée par les corps francs et un gouvernement provisoire est mis en place sous la direction du général Ludendorff, chef des armées allemandes pendant la guerre.

Autre anecdote livrée par sœur Pascalina<sup>2</sup>, celle-là invérifiable : Munich est la ville où Adolf Hitler démarra son ascension, cultivant son mouvement sur le terreau favorable de la crise économique. Un soir, le jeune Adolf Hitler, encore peu connu, se serait présenté à la résidence de l'archevêque Pacelli, muni d'une lettre de recommandation de Ludendorff, qui exaltait sa bravoure comme caporal ayant servi sous ses ordres. Hitler se présenta comme un croisé de

1. Cf. Paul I. Murphy et René Arlington, *La Popessa*, Lieu commun, 1987.

2. Aux auteurs de *La Popessa*, *op. cit.*

l'anticommunisme. Séduit, Pacelli lui aurait remis (toujours selon sœur Pascalina) une somme d'argent pour aider son combat. Une telle rencontre, si elle a eu lieu, ne signifie évidemment pas que Pacelli serait devenu pour autant pronazi.

Un troisième personnage va bientôt se joindre au curieux duo formé par Leiber et sœur Pascalina. En 1911 débarquait à Rome un jeune Américain, Francis Spellman, tout juste diplômé de l'université Fordham de New York. Il souhaitait embrasser la prêtrise mais à la différence de ses camarades, il avait choisi pour séminaire le prestigieux collège américain de Rome, situé dans le charmant quartier de la via dell'Umilta. Ses condisciples comprirent très vite qu'il était l'un des plus ambitieux du séminaire : il se fit remarquer (et critiquer) pour sa propension à aborder et flatter tous les *monsignori* qu'il croisait. Le jeune homme se montrait avide de comprendre les rouages du pouvoir au sein du Vatican : les coteries, les oppositions et les amitiés invisibles n'eurent bientôt plus de secret pour lui<sup>1</sup>.

Une fois prêtre, Spellman fut envoyé en 1916 à Boston, un diocèse placé sous les ordres du puissant cardinal O'Connell. Ce dernier n'admettait pas que quiconque se mette en avant. Il prit vite Spellman en grippe et lui fit subir une avalanche de vexations pendant neuf ans. Spellman avala toutes les couleuvres, accepta toutes les corvées, mais parvint enfin à se faire rappeler à Rome pour y rejoindre l'équipe de la secrétairerie d'État. Il allait consacrer toute son énergie à y développer ses réseaux. Il exerça tout d'abord la fonction peu en vue de traducteur, mais il devint aussi l'assistant d'Edward Hearn, commissaire européen de l'ordre des Chevaliers de Colomb. Peu connu du grand public, cet ordre de chevalerie regroupait de riches catholiques qui assuraient des levées de fonds pour financer les activités de l'Église dans le monde entier. Or, en 1925 les finances du Saint-Siège étaient au plus bas. Plongé dans un univers

---

1. La majorité des éléments biographiques sur Spellman sont tirés de John Cooney, *The American Pope. The Life and Times of Francis Cardinal Spellman*, Times Books, 1984.

dont il ignorait tout jusqu'alors, Spellman comprit vite qu'il avait trouvé sa voie : il allait devenir un financier du Vatican, et un homme de missions secrètes. Son patron Hearn l'introduisit dans un cercle de financiers et d'hommes d'affaires, dont il entreprit méthodiquement de faire la conquête.

Spellman s'appliquait à multiplier les petites attentions en direction des riches visiteurs du Vatican. Il soignait les personnalités politiques américaines de passage à Rome, grâce à un réseau d'informateurs parmi les concierges d'hôtels de luxe, qui l'informaient en primeur des arrivées de notables. Il se montrait assidu aux audiences papales et, doué pour la photographie, se proposait pour immortaliser les événements. Ce qui lui offrait l'occasion de revoir les riches visiteurs pour leur remettre ses clichés, et, pourquoi pas, leur faire visiter la ville. Il se rendit ainsi incontournable dans le petit milieu des riches Américains catholiques qui passaient leurs hivers dans les milieux aristocratiques romains. Spellman devint ainsi l'ami de Nicholas et Genevieve Brady, des magnats américains des travaux publics. Mme Brady s'enticha du jeune prêtre au point de devenir son premier mécène, finançant son train de vie et l'invitant à ses événements mondains.

Le premier coup d'éclat de Spellman lui permit de s'attirer les faveurs du secrétaire d'État Gasparri. Le jeune prêtre suggéra à M. Brady d'offrir au cardinal... une limousine! Peu après Brady fut intronisé chevalier de l'ordre suprême du Christ, et son épouse duchesse papale. L'histoire fit le tour du Vatican et ne manqua pas de venir aux oreilles de Pie XI. Le pape remarqua à voix haute devant le jeune *minutante* que son secrétaire d'État avait bien de la chance... Le message était passé. Spellman sollicita un autre riche Américain pour lui suggérer d'offrir à Sa Sainteté pas moins de... trois voitures! L'ordre de préséance était ainsi rétabli<sup>1</sup>.

Jaloué par la plupart des prêtres de la secrétairerie, Spellman se rendit en peu de temps indispensable à sa hiérarchie. Dès 1926, il fut

---

1. John Cooney, *The American Pope, op. cit.*

promu *monsignore*. Pie XI le surnommait « monseigneur Précieux ». Son train de vie et son patrimoine progressaient à vue d'œil, au point qu'en 1929 il acheta pour 54 000 dollars d'actions du studio hollywoodien Warner. Il arrivait désormais à éclipser son patron Hearn, qui fut remplacé par le comte Enrico Galeazzi, un fonctionnaire du Vatican qui allait devenir son affidé. Spellman avait l'œil à tout et sur tous au Vatican. Il prit soin de cultiver l'amitié de l'homme qui montait, le nonce à Berlin monsignore Pacelli. Il eut pour cela l'habileté de se placer dans les bonnes grâces de la sœur Pascalina, qui trouvait elle-même peu d'alliés au Vatican. Lorsque Pacelli deviendrait pape, Spellman ferait partie du tout petit cercle de ses hommes de confiance.

### **Au cœur du pouvoir**

L'histoire s'accélère en 1929. Le frère d'Eugenio, l'avocat Francesco Pacelli, conseiller du Vatican, est le principal agent de liaison du pape avec le pouvoir fasciste. Il entretient des rapports personnels suivis avec Mussolini. Il l'informe des évolutions du Vatican et, en retour, il tient le pape informé des projets du gouvernement italien. Son influence indispose les responsables de la secrétairerie qui se sentent marginalisés.

Le 11 février, un accord est signé au palais apostolique du Latran par Mussolini et le secrétaire d'État Gasparri. Il comprend trois volets. Un traité diplomatique met fin à la « question romaine » en reconnaissant la souveraineté du Saint-Siège sur la Cité du Vatican ainsi que divers édifices lui appartenant dans Rome et la résidence de Castel Gandolfo. Le concordat fait du pontife une personne « sacrée et inviolable », l'équivalent d'un monarque de droit divin. En retour le Vatican reconnaît la souveraineté de la Maison de Savoie sur le royaume d'Italie. Le volet financier attribue au pape, en compensation de ses États annexés, une indemnité de 750 millions de liras et des titres de rente à 5 % sur un capital d'un milliard de liras. Ce qui équivaut à près de 1,5 milliard de dollars de nos jours.



Enfin, le concordat fait du catholicisme une religion d'État, garantissant l'autonomie et la protection de la religion catholique : le mariage religieux aura valeur civile et les écoles accueilleront l'enseignement religieux.

Mussolini a besoin de l'autorité morale du pape pour asseoir son régime. Peu après son accession au pouvoir, il a donc mis de côté ses discours antireligieux pour courtiser le Vatican. Il a accepté de sauver la Banco di Roma qui était alors en crise : en cas de faillite, le Vatican risquait d'y perdre son investissement en capital. En retour, l'Église s'est engagée à ne plus financer le Parti populaire italien et les syndicats catholiques.

Un an plus tard, Gasparri ayant démissionné, Eugenio Pacelli devient le nouveau secrétaire d'État. On attribue à Francesco une influence déterminante dans la nomination de son frère.

Sa personnalité correspond au profil recherché par Pie XI : réservé et discret, scrupuleux, grand travailleur... Son expérience des négociations concordataires, ses amitiés aussi bien du côté intégriste que du côté « libéral » le rendent incontournable.

Le poste de secrétaire d'État, équivalent d'un Premier ministre, permet de se faire beaucoup d'amis spontanés et de démultiplier ses réseaux. Le comte Della Torre, rédacteur en chef de *L'Osservatore Romano*, devient un des informateurs du futur Pie XII. Il fait partie de ces proches dont les diplomates en poste à Rome cultivent la compagnie, pour pouvoir faire passer des informations, vraies ou fausses. Plusieurs dossiers délicats attendent le nouveau secrétaire d'État. Premier sujet d'inquiétude, les relations avec le régime de Mussolini sont loin d'être aussi paisibles que promis par les accords du Latran. Au cœur du contentieux, l'Action catholique et les autres organisations catholiques font l'objet d'agressions et d'intimidations récurrentes de la part du régime et de ses affidés. En 1931, Pie XI veut répliquer par une encyclique (*Non abbiamo bisogno / Nous n'avons pas besoin...*) pour dénoncer les prétentions totalitaires du régime sur l'éducation des jeunes. Mais sa publication en Italie sera bloquée par les services secrets du Duce.

Spellman trouve alors l'occasion d'accomplir sa première « mission secrète » pour la secrétairerie d'État. Il est chargé par Pacelli d'aller en remettre une version traduite en anglais au bureau de l'Associated Press à Paris. Dans le train, il est surveillé par la police secrète, qui n'ose pas l'arrêter. L'histoire d'un émissaire du pape obligé de franchir clandestinement la frontière pour publier une encyclique fait le tour du monde et propulse le prestige de Spellman à de nouvelles hauteurs. Les services de renseignement fascistes ont été incapables d'anticiper ce coup d'éclat, malgré tous leurs agents infiltrés au Vatican. Mussolini pensait être renseigné sur les moindres faits et gestes du pape ; il est surpris par l'encyclique et furieux contre ses services secrets. Pacelli entre alors en scène et joue l'apaisement : il négocie avec le régime un laborieux compromis permettant aux cercles de jeunesse de continuer leurs activités en toute discrétion. De part et d'autre, on a intérêt à ce que les accords du Latran tiennent.

Deuxième dossier prioritaire, celui des rapports avec la Russie soviétique. La révolution bolchevique a porté un coup dur au catholicisme russe. Le 23 janvier 1918, un décret du Conseil des commissaires du peuple a interdit l'instruction religieuse, supprimé les subventions aux églises, interdit les dons des fidèles. Les biens de l'Église russe ont été nationalisés quelques mois plus tard. Mais après la défaite allemande de 1918, la Russie communiste s'est retrouvée privée d'allié à l'ouest. La France et la Grande-Bretagne soutenaient les manœuvres des Russes blancs contre le pouvoir communiste, ainsi que la guerre polonaise contre la Russie.

Éprouvée par sa séquence révolutionnaire, ses guerres internes et externes, la Russie cherchait l'apaisement. Lénine a introduit la NEP, nouvelle politique économique, signé un accord commercial avec la Grande-Bretagne, et tendu la main à l'Allemagne et au Vatican.

Le pape Benoît XV avait objectivement intérêt à protéger la foi catholique en Russie.

Un accord a donc été trouvé pour une mission papale d'aide humanitaire en mars 1922. La même année, l'accord de Rapallo a

permis la reprise des relations diplomatiques entre l'URSS et l'Allemagne de Weimar. Les deux États ont mis sur pied une collaboration militaire secrète, qui inquiète la France. Ce qui a ouvert la voie à des négociations entre Moscou et Rome, hébergées à Berlin. L'organisation est assurée par le nonce à Berlin, Eugenio Pacelli. Mais les rencontres tournent au dialogue de sourds.

Cela n'a servi qu'à cautionner les persécutions, comme l'a reconnu le futur pape dans un courrier de la fin 1927: «Ce serait une illusion d'espérer arriver à un accord avec le gouvernement actuel de Moscou qui n'a d'autre objectif que la destruction de toute croyance religieuse dans ce pays malheureux et opprimé [...] Bien que nul ne puisse aujourd'hui prévoir humainement quand ni comment s'effondrera l'abominable régime bolchevique<sup>1</sup>.» Désabusé, Pacelli s'est donc converti à une attitude plus agressive... encore faut-il en avoir les moyens.

Le Vatican manque de sources d'information sur la Russie: les évêques sont en prison ou en exil, les prêtres sous haute surveillance. La censure postale empêche toute communication normale avec Rome. Un grand nombre de prêtres arrêtés par les services soviétiques sont envoyés à la prison de Solovki. Il s'agit en fait d'un monastère fondé en 1420, planté au cœur d'une île de la mer Blanche. Les prisonniers y sont surtout employés à couper du bois. Dès le début des années 1920, cette prison a accueilli les premiers prêtres déportés, qu'ils soient catholiques ou orthodoxes. À l'été 1928, quelques détenus ont réussi par une nuit d'orage une évasion miraculeuse sur un radeau, en se servant de leurs manteaux comme de voiles. Au bout de quatre jours en mer, un bateau norvégien les a recueillis et déposés en Angleterre. Peu après, les prisonniers ont publié un livre dévoilant leur calvaire: *L'île des tortures et de la mort*. En réaction, le pouvoir soviétique a aussitôt dépêché à Solovki l'écrivain officiel du régime, Gorki, chargé de rédiger un reportage flatteur sur cette «prison modèle»<sup>2</sup>.

1. Lettre citée par Pierre Milza in *Pie XII*, Fayard, 2014.

2. Antoine Wenger, *Rome et Moscou, 1900-1950*, Desclée de Brouwer, 1987.

Il est donc jugé prioritaire de mettre sur pied une organisation clandestine. Il faut pouvoir nommer des évêques pour assurer une autorité légitime et structurer l'Église. Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, période de persécution du catholicisme par les tsars, le Vatican a envoyé en Russie des prêtres déguisés en marchands ambulants pour remplacer le clergé emprisonné. Pourquoi ne pas recommencer? À l'automne 1925, moment de relatif dégel, Pie XI envoie Michel d'Herbigny, un jésuite français, en Union soviétique, pour un séjour d'études sur invitation d'un prélat orthodoxe russe. Selon son rapport de voyage<sup>1</sup>, la situation est plus grave encore qu'on ne l'imagine.

Le 21 avril 1926, à Moscou, des inconnus se faufilent avant le lever du soleil dans la petite église de Saint-Louis-des-Français à l'ombre de la Loubianka, le quartier général de l'OGPU (également appelée Guépéou), l'ancêtre du KGB. Un étranger de grande taille se présente à eux : Michel d'Herbigny, émissaire secret du pape Pie XI, revient pour mettre sur pied une hiérarchie clandestine de l'Église catholique en Russie. Juste avant son départ, il a été consacré évêque par Pacelli, afin de pouvoir en nommer d'autres à son tour. Sur place, les candidats ne sont pas légion.

Le père Pie Eugène Neveu, en poste dans le bassin du Donets, est l'un d'entre eux : il exerce en Russie depuis 1907 comme prêtre d'une communauté d'ingénieurs des mines français et belges. Il est resté malgré la révolution de 1917 qui a chassé les ingénieurs et a fait face avec courage et ruse aux persécutions de la police : il a le profil d'un évêque clandestin. On a donc demandé à l'ambassadeur français de convoquer Neveu à Moscou sous un prétexte quelconque. À peine arrivé à l'église Saint-Louis-des-Français, Neveu apprend qu'il sera le premier évêque secret et qu'il va être consacré sur-le-champ. D'Herbigny redoute d'être expulsé si on découvre ses activités.

Malgré cela, il se rend ensuite avec Neveu à Kharkov, puis seul à Odessa, Kiev et Leningrad pour sacrer quatre évêques en toute

---

1. Paul Lesourd, *Entre Rome et Moscou. Le jésuite clandestin. Mgr Michel d'Herbigny*, Lethielleux, 1976.

tranquillité. Malheureusement, même en cette époque héroïque, les opérations clandestines sont un métier qui exige une formation de base et une solide paranoïa. Or les deux lui font visiblement défaut. Depuis son arrivée à Moscou, la Guépéou l'a repéré, surveillé et le laisse aller à sa guise pour identifier l'ensemble du réseau. Après son départ, la police commence à arrêter les évêques clandestins. Seul Mgr Neveu, le plus visible et le plus protégé par sa nationalité française, est laissé en liberté. Il ne peut qu'informer d'Herbigny du désastre via l'ambassade de France. Sans qu'on ait tiré les leçons de cet échec, d'Herbigny sera envoyé par le Vatican pour un troisième voyage, tout aussi surveillé, tout aussi inutile.

En 1933, le dernier évêque catholique d'URSS, Mgr Frison, qui était déjà assigné à résidence, se voit accusé de perversion de mineurs. L'accusation de mauvaises mœurs est alors une des préférées de la Guépéou. Tout bien réfléchi, Mgr Frison est finalement jugé pour « espionnage » pour le compte de l'Allemagne. Le père Braun rapporte qu'il a été fusillé en juin 1937. De 1917 à 1939, près d'un millier de prêtres catholiques résidant en territoire russe ont été arrêtés. La majeure partie d'entre eux sont morts en prison, dans les camps de concentration ou en travaux forcés. Toutes les institutions religieuses sont fermées. Les publications à caractère religieux sont interdites.

Le simple fait d'avoir réussi à collecter des informations sur place, à mettre en place des réseaux et à revenir vivant vaut à d'Herbigny une solide reconnaissance de la secrétairerie d'État. En 1930, il est nommé président de la commission pour la Russie, ou « Pro Russia », avec rang de préfet de congrégation. Cette ascension lui vaut tout de même de solides inimitiés à la curie.

La Guépéou envoie ses espions à Paris et à Rome. On soupçonne qu'elle infiltre la commission pro Russia. Le 28 mars 1930, Neveu écrit : « On dit à Moscou que nos détectives auraient essayé de s'emparer des archives de la commission Pro Russia. » *La Croix* du 28 avril affirme que cette rumeur est sans fondement. À Rome, d'Herbigny est entouré d'espions. En novembre 1932 éclate au Vatican l'affaire

Alexandre Deubner. Ce dernier est le fils du père Jean Deubner<sup>1</sup>, un martyr catholique emprisonné de 1923 à 1932, puis assassiné en 1936. Sa sœur a épousé le fils d'une des vedettes de la révolution bolchevique, Clara Zetkine. Né en 1899, Alexandre a fait ses études cléricales chez les assumptionnistes et est devenu prêtre en 1926. On lui confie le ministère des russes-catholiques de Nice et Cannes. D'un tempérament instable, il se rallie à l'Église orthodoxe, puis exprime ses regrets et se présente à Rome, repentant. D'Herbigny le charge de travaux de traductions. On a tôt fait d'accuser Deubner d'être un agent de la Guépéou et d'avoir emporté des documents permettant de faire arrêter des prêtres en URSS. En Pologne, on grossit l'affaire pour discréditer d'Herbigny. Le père Ledóchowski, le tout-puissant supérieur général de l'ordre jésuite, supporte de moins en moins la stature de ce prêtre qui lui fait de l'ombre dans le gouvernement des jésuites et a l'oreille du pape.

Les services secrets soviétiques montent contre lui – ou exploitent – une « affaire de femme » qui va causer sa chute. Ledóchowski saute sur l'occasion et le fait reléguer dans un monastère sans qu'il puisse réellement se défendre auprès du pape<sup>2</sup>. A-t-il été abusé par la désinformation soviétique ou a-t-il profité du scandale pour écarter un d'Herbigny jugé trop imprudent pour les fonctions qu'il exerçait ? Toujours est-il que Ledóchowski pousse d'autres pions, comme le père Joseph Ledit qui a accompagné d'Herbigny en URSS. Il explore aussi des alliances possibles à l'extérieur de l'Église.

Par exemple avec l'Entente internationale anticommuniste (EIA), une sorte d'anti-III<sup>e</sup> Internationale, fondée par un avocat genevois protestant, Théodore Aubert, et un exilé russe, le médecin-chef militaire Georges Lodygensky. Dans les années 1920 et 1930, Aubert s'est illustré dans « l'affaire Conradi » dans laquelle il a obtenu l'acquittement pour le meurtrier d'un délégué soviétique à la conférence de Lausanne en mai 1923 (ce qui a provoqué un grave

---

1. Il s'agit d'un enfant né avant que Jean Deubner embrasse la prêtrise.

2. Sur les aventures et le destin tragique de Michel d'Herbigny, voir David Alvarez, *Espionnage au Vatican*, *op. cit.* et Paul Lesourd, *Entre Rome et Moscou*, *op. cit.*

incident diplomatique avec Moscou). Auréolé de sa victoire, Aubert a créé à Paris une organisation internationale destinée à unir tous les « patriotes européens » dans la lutte contre le Komintern. Issue dans un premier temps du protestantisme, l'EIA s'est cependant rapprochée de plus en plus du catholicisme.

Fin 1929, le Saint-Siège a durci son attitude à l'égard de l'URSS. La voie était entrouverte pour un rapprochement avec la curie. Le Vatican, prudent, ne lui transmettait rien directement, préférant passer par des tiers laïcs. L'aile syndicale de l'EIA, le Mouvement des travailleurs chrétiens russes (MTCR), proposait d'acheminer par voie navale des colis en URSS via la frontière finlandaise, grâce à des marins amis.

À partir de 1933, l'EIA et ses correspondants créent une commission informelle d'inspiration religieuse, *Pro Deo*, sous la houlette du Russe Georges Lodygensky. Composée à parts égales de laïcs et d'ecclésiastiques issus des trois confessions chrétiennes – catholiques, protestants, orthodoxes –, elle développe un programme d'aide aux croyants en Russie (envoi d'icônes, de textes, utilisation de la radio) et se dote d'ambassadeurs. Elle débute une collaboration officieuse avec les jésuites employés à la guerre secrète contre le communisme.

Ledóchowski regarde Lodygensky comme un auxiliaire plus qu'un partenaire à part entière. En 1936, l'Associated Press annonce que le Vatican est en train de former une organisation internationale incluant des catholiques et des protestants, basée sur les comités *Pro Deo* existant dans divers pays. Cela provoque la colère de la secrétairerie d'État qui se sent tenue de publier un démenti, précisant que *Pro Deo* est une organisation laïque agissant de sa propre initiative. Les ponts sont alors officiellement coupés... mais les jésuites ont eu le temps de récupérer les contacts les plus utiles du mouvement<sup>1</sup>.

---

1. En 1940, Lodygensky se rend en Finlande entrée en guerre contre la Russie communiste. Il doit revenir face à l'avancée des troupes russes. Pendant la guerre, il s'établit en France, où il collabore avec la Milice et la police allemande. En août 1944, il retourne en Suisse. Il sera contraint à l'exil au Brésil en 1947. À la fin de la guerre, les apports matériels se tarissent et les soutiens politiques se font plus rares pour l'EIA. La Suisse, qui établit des relations diplomatiques avec l'URSS en 1946, est embarrassée. L'EIA ne retrouve pas son dynamisme

Après l'affaire d'Herbigny, Staline qui exerce les pleins pouvoirs considère l'Église comme dangereuse et ne cessera de suivre le dossier de près. Dans les années 1930-1940, les services russes considèrent la papauté comme le centre nerveux d'une internationale d'espionnage frontalement opposée à l'Internationale communiste.

Enfin, le troisième grand dossier de la secrétairerie dans les années 1930 va être l'Allemagne, et l'objectif d'un concordat national. Réputé germanophile, Pacelli semble l'homme de la situation, en raison des liens qu'il a su tisser avec les élites du pays, en particulier avec les dirigeants du parti catholique. Dès son arrivée au pouvoir en janvier 1933, Hitler demande à son vice-chancelier von Papen d'ouvrir des pourparlers avec le leader du parti chrétien Zentrum, Mgr Kaas, pour négocier les termes d'un concordat. À ce stade Hitler a besoin du pape pour légitimer son régime, tout comme Mussolini avant lui... Le pape et son secrétaire d'État, aveuglés par les rodomontades antimarxistes du Führer, tombent dans le panneau et acceptent le principe d'une « dépolitisation » du clergé allemand en échange d'un concordat d'autant plus généreux qu'il ne sera pas respecté... Sans doute croient-ils encore que les conservateurs sauront encadrer Hitler qui n'a pas encore verrouillé son emprise, pour normaliser peu à peu le régime. L'affaire est rondement menée et la cérémonie de signature intervient le 20 juillet 1933. Le Zentrum et le parti catholique bavarois se dissolvent immédiatement. Les catholiques allemands sont rassurés sur la compatibilité de leur foi avec le national-socialisme. Le clergé désormais muselé, Hitler a les mains libres de ce côté. Au moment de la « Nuit des longs couteaux » en juin 1934, des dirigeants catholiques sont assassinés. Un véritable harcèlement va frapper les dignitaires de l'Église et les organisations catholiques.

---

et sera liquidée en 1950. Mais l'un des participants occasionnels aux réunions de Pro Deo dans les années 1930, le père Félix Morlion, va fonder une organisation homonyme dont on reparlera. Cf. Stéphanie Roulin, *Un credo anticommuniste*, Antipodes, 2010.



Malgré la ratification du concordat en septembre 1933, les critiques des prélats indépendants ne diminuent pas. Le cardinal Faulhaber, archevêque de Munich, prononce une série de sermons antihitlériens. Il est considéré par les services de Himmler comme le « chef spirituel de la résistance catholique à l'État national-socialiste ». Le cardinal est dénoncé par le *Völkischer Beobachter*, journal du parti national-socialiste, comme le dirigeant d'une « centrale du vice et de la pourriture<sup>1</sup> ». Il est loin d'être unanimement suivi. La curie de l'entre-deux-guerres héberge des courants très hétérogènes. À l'autre extrémité du spectre politique, l'Autrichien Alois Hudal, recteur de l'église allemande de Rome Santa Maria dell'Anima, est proche des idées nazies qu'il juge compatibles avec l'Église. En 1936, il publie un livre qui fait scandale à la curie : *Les fondements du national-socialisme*.

Début 1937, le pape est désireux de marquer le coup contre les actions violentes envers les organisations catholiques et les campagnes de presse contre le Saint-Siège. La tension entre Berlin et Rome est telle que le souverain pontife est en train de perdre la face. Une conférence secrète est organisée à Rome réunissant les hauts prélats allemands en janvier.

En mauvaise santé, Pie XI se montre néanmoins combatif et décide de rédiger dans le plus grand secret une encyclique contre le nazisme. Pacelli est le seul collaborateur qui travaille avec lui sur ce document. *Mit Brennender Sorge* (*Avec une brûlante inquiétude*), daté du 14 mars, est imprimé clandestinement, expédié par porteurs circulant en dehors des routes et contrôles de police, pour être remis en mains propres aux 26 évêques allemands. Le document doit être lu partout en Allemagne lors de l'office du 22 mars, pour éviter toute censure. Le ton est modéré mais le fond vaut condamnation très ferme des violations du concordat et stigmatise l'incompatibilité du national-socialisme avec les valeurs du catholicisme.

---

1. David Alvarez, *Espionnage au Vatican*, op. cit.

Gros effet de surprise et fureur du régime! La Gestapo saisit immédiatement tous les exemplaires de l'encyclique. Hitler vitupère dans un discours du 1<sup>er</sup> Mai qu'il ne tolérera aucune contestation de son autorité. Goebbels fait imprimer un livret de propagande dénonçant les scandales financiers et sexuels du Vatican. Le mot d'ordre est clair: il faut saper l'image de l'Église. Dès 1935 ont été lancés plusieurs procès et campagnes de presse contre les ordres religieux, accusés d'infractions financières: ils ont placé leur patrimoine dans des emprunts d'État aux États-Unis, ce qui est une infraction à l'interdiction d'exporter des capitaux. Le procès des sœurs de Saint-Vincent de Paul de Cologne, en mai, fait les gros titres de la presse: on apprend que les sœurs auraient sorti du pays des liasses de billets dissimulés sous leurs vêtements.

Ce type de procès se traduit par des condamnations à de fortes amendes et même par une peine de travaux forcés pour la secrétaire provinciale de l'ordre, sœur Wenera. L'année suivante, une campagne de presse encore plus embarrassante est menée autour du procès de Coblenz, lors duquel 276 franciscains sont accusés d'«outrage aux mœurs». On stigmatise l'homosexualité des religieux et on les accuse d'actes pédophiles contre les enfants confiés à leur enseignement. Le procès est aussi expéditif que ceux qui se tiennent au même moment à Moscou. Il semble qu'on y pratique l'amalgame généralisé à partir de quelques affaires réelles.

En 1937, les affaires judiciaires reprennent donc de plus belle. 1 100 prêtres sont arrêtés en Allemagne, dont 304 seront déportés à Dachau. Aux yeux des nazis, l'Église catholique n'est plus seulement un dossier de sécurité intérieure mais devient une force internationale à surveiller de près. Les services de renseignement allemands, à l'image des russes, sont persuadés que le pape est à la tête d'un réseau de renseignement tentaculaire, implanté dans le monde entier. Ils considèrent l'Église comme une immense organisation secrète dont chaque membre joue un rôle articulé au plan d'ensemble orchestré par le Vatican. Les ordres religieux, en particulier les jésuites, sont considérés comme les plus dangereux.

## *Un pape de crise*

Quelques jours après *Mit Brennender Sorge*, le 19 mars, Pie XI signe une nouvelle encyclique, *Divini Redemptoris* (*Le Divin Rédempteur*), qui dénonce cette fois-ci le communisme athée. Façon de tenir, pour un temps, la balance en rejetant d'un même mouvement les deux totalitarismes.

L'année suivante, l'ambiance devient crépusculaire. L'Autriche tombe sous le joug allemand en 1938; en novembre la «Nuit de Cristal» a fait basculer la population juive allemande dans l'horreur des violences antisémites (119 synagogues incendiées, plus de 100 morts et 20 000 déportés). Pie XI finit par mettre de côté toute considération diplomatique pour condamner enfin ouvertement la politique antisémite nazie. Début 1939, il travaille avec l'aide d'un jésuite américain à une nouvelle encyclique. Les échos en parviennent au sein du clergé allemand. Or les services secrets nazis ont eu le temps de recruter des sources au sein de ce clergé.

De tous les belligérants de la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne nazie est sans doute celui qui compte le plus de services de renseignement concurrents: on en trouve au ministère de l'Air, à la Marine, au ministère des Affaires étrangères... et bien sûr à la Wehrmacht et à la SS. Leurs efforts contre le Vatican ne sont pas plus coordonnés que sur les autres objectifs. Que le meilleur gagne l'estime du Führer!

Dès 1933, le Sicherheitsdienst (SD) a créé une petite unité d'espionnage antireligieux, transférée à Berlin en 1934 et reprise en mains par Albert Hartl, un prêtre défroqué qui n'a pas hésité à dénoncer son supérieur. À chaque nomination d'un évêque ou d'un cardinal, c'est son équipe qui rédige les informations demandées par un ministère ou le parti. Son élément le plus précieux se nomme Joseph Roth, un prêtre défroqué qui a côtoyé Hitler avant son accession au pouvoir.

L'équipe de Hartl recrute au sein du clergé en jouant sur les faiblesses de certains prêtres, accessibles au chantage, ou tout simplement effrayés par la menace implicite de représailles. Conrad Gröber,

archevêque de Fribourg, coopère ainsi avec les SS, selon Hartl, par peur de voir étalée au grand jour sa liaison avec une maîtresse juive.

Selon les interrogatoires de Hartl après-guerre, son service aurait recruté entre 20 et 30 informateurs dans l'ensemble des diocèses, ce qui n'est pas énorme à l'échelle de l'Allemagne. Surtout, à en croire les notes de remontrances envoyées par sa hiérarchie, ces sources n'ont guère livré d'informations capitales : les prêtres pris pour cible cherchaient surtout à se tirer d'affaire en multipliant les informations anodines, mélangées à quelques rumeurs<sup>1</sup>.

Plus précieux pour Hartl est le recrutement d'un informateur à la nonciature de Berlin, qui reçoit tous les comptes-rendus des évêques allemands : il s'agit vraisemblablement du père Werhun, un conseiller du nonce Orsenigo. Hartl lance enfin ses filets sur les universités catholiques. Il recrute notamment un prêtre de la faculté de théologie de Paderborn, le professeur Josef Meyer, qui accepte de rédiger une étude établissant que l'euthanasie des handicapés ne serait pas incompatible avec la pensée théologique (!).

Pour améliorer ses revenus tout en faisant œuvre utile, Hartl publie également sous pseudonyme des ouvrages violemment anticatholiques qui rencontrent un certain succès.

Mais son étoile ne brille pas très longtemps. En 1939, son service, le SD, a été fondu avec la Gestapo dirigée par Heinrich Müller, qui a déjà son propre service de surveillance des ecclésiastiques dirigé par le SS-Sturmbannführer Erich Roth. Müller apprécie peu Hartl dont il trouve les rapports trop intellectuels. Ce dernier se signale par une série d'aventures féminines au sein du personnel du RSHA, dont le prêtre défroqué a la maladresse de se vanter auprès de ses collègues. Il franchit la ligne rouge en faisant dans un train des avances lourdes à une jolie femme... qui se trouve être l'épouse d'un haut dignitaire SS. Il est alors muté en Ukraine.

Quels que soient leurs déboires, les services allemands sont informés de la genèse de l'encyclique *Humani Generis Unitas*, grâce à

---

1. Cf. Robert Graham et David Alvarez, *Papauté et espionnage nazi*, Beauchesne, 2000.

leurs sources au sein du clergé allemand. Un premier jet de ce texte est transmis par le pape au supérieur général des jésuites, le père Vladimir Ledóchowski, qui en confie la relecture au rédacteur en chef du journal jésuite *La Civiltà Cattolica*, le père Enrico Rosa. Le plus troublant de cette affaire est que Rosa est alors bien connu pour ses positions antisémites ! Et alors que la santé du pape décline à vue d'œil, le moins que l'on puisse dire est que le père ne se montre guère pressé de finir son travail. Il est bien possible que Ledóchowski ait voulu rendre service à son ami Pacelli qui figurait parmi les favoris pour succéder à Pie XI sur le trône de saint Pierre. Nul doute qu'une fois publiée, cette encyclique rendrait durablement conflictuelles les relations entre l'Église et le régime nazi, ce que ne voulait pas le secrétaire d'État. Après la mort du pape Ratti, il semble que Pacelli ait fait promptement disparaître les brouillons de l'encyclique pour les enfouir dans le secret des archives vaticanes, ou qu'on l'ait fait pour lui être agréable.

La stature de Pacelli dans l'Église, la confiance que lui a manifestée Pie XI jusqu'au bout, sa fonction de camerlingue, son expérience diplomatique : tout se conjugue pour lui permettre d'être facilement élu dès le 3<sup>e</sup> tour du conclave. La crise politique a engendré un pape politique. Les cardinaux élisent Pacelli parce qu'ils le jugent habile et diplomate expérimenté. Il parle plus de langues que tous ses prédécesseurs. Mais il n'est pas sans défaut : c'est une personnalité secrète et timide, pour ne pas dire timorée. Devant ses proches, il se montre parfois très émotif. Son tempérament confine parfois à la paranoïa. Avant de confirmer tel ou tel responsable du Vatican, il commande d'ailleurs des enquêtes sur eux. Et il est le premier pape à mettre une partie du Vatican sur écoutes. Dès les premiers jours de son pontificat, il décide de faire équiper sa bibliothèque, où il reçoit les visiteurs de marque, d'un système d'enregistrement sonore. Même la secrétairerie l'ignore... Seuls le père Leiber, le patron de Radio Vatican et une poignée de techniciens sont informés. Ces derniers opèrent dans une antichambre mitoyenne de la bibliothèque. La pose des micros

est assurée par Guglielmo Marconi, l'inventeur de la TSF, qui a déjà construit en 1931 le central téléphonique du Vatican et une liaison radio avec la résidence d'été de Castel Gandolfo<sup>1</sup>.

À peine nommé, Pie XII est confronté à la course à la guerre : l'occupation de la Tchécoslovaquie par Hitler conduit les Français et Britanniques à abandonner la politique d'apaisement et à offrir leur assistance aux pays menacés d'agression. Pie XII est partisan de tenter une nouvelle conciliation avec Hitler : il se veut le « pape de la paix ».

À l'insu du reste de la curie, Robert Leiber est autorisé à prendre les contacts les plus aventureux. Il rencontre ainsi un douteux trafiquant de matériel militaire, fournisseur du III<sup>e</sup> Reich, l'industriel suédois Birger Dahlerus. La Luftwaffe dépend de ses fournitures, interdites par les vainqueurs de 1918. Dahlerus obtient l'accord de Goering pour aller à Londres discuter la paix sur les bases d'un plan italo-Vatican. Mais pendant que Goering rend compte à Hitler, tombe la déclaration de guerre de l'Angleterre<sup>2</sup>...

Dès le 5 mai 1939, Pie XII propose aux principaux gouvernements d'organiser une conférence de paix. Initiative qui n'aura guère d'écho. Pragmatique, il estime n'avoir pas d'autre choix que de travailler avec Hitler puisque ce dernier est au pouvoir. Sa modération envers le régime nazi irrite les services secrets français et britanniques... et même certains prélats.

---

1. Mark Riebling, *Le Vatican des espions. La guerre secrète de Pie XII contre Hitler*, Tallandier, 2016.

2. *Ibid.*